

Protection des populations civiles contre la guerre chimique.

L'évacuation de la population civile de Madrid.

Au cours d'une séance publique, tenue à Genève le lundi 25 janvier 1937, à 17 heures, le Conseil de la Société des Nations a procédé notamment à l'examen du rapport de la mission sanitaire envoyée en Espagne à la suite d'une résolution prise le 12 décembre 1936 en réponse à la demande présentée par le Gouvernement espagnol. La mission composée du médecin général A. Lasnet, membre de l'Académie de médecine de France et membre du Comité d'hygiène de la Société des Nations, ayant pour adjoint le Dr Laigret, de l'Institut Pasteur de Tunis, et du Dr C. Wroczyński, ancien directeur général de la Santé publique et sous-secrétaire d'Etat du Gouvernement polonais, expert de l'organisation d'hygiène, a étudié la situation épidémiologique générale, les conditions d'existence de la population civile sous la menace des bombardements aériens, les problèmes posés par son dispersement ainsi que toutes les questions relatives aux réfugiés et à leur transit.

Nous détachons ici de cet important document, communiqué au Conseil de la Société des Nations, les considérations se rapportant plus spécialement à l'évacuation de la population civile de Madrid.

I. ORGANISATION DES ÉVACUATIONS

Première évacuation. Au début du soulèvement, surpris et débordé, le Gouvernement n'a pu organiser les évacuations et les populations fuyant les zones du feu ont spontanément reflué sur les régions voisines où elles ont été accueillies par les familles locales et les municipalités.

Protection contre la guerre chimique.

Ainsi s'est produit le premier exode des populations :

Celles de l'Estrémadure se sont réfugiées vers les provinces de Jaen, de Ciudad Réal et de Tolède : environ 250,000 personnes sur lesquelles 70,000 abritées à Tolède se sont repliées, quelques semaines après, sur Madrid, les autres se sont dispersées dans la région et ont été pour la plupart absorbées par les familles.

Celles de l'Aragon se sont dirigées vers les provinces catalanes et leur ont apporté une charge à peu près égale de réfugiés ; Barcelone, en raison de ses grandes ressources, en a reçu une proportion élevée.

Création et rôle des comités de réfugiés. Au début du mois d'octobre a été constitué à Madrid un « Comité national des réfugiés de guerre », organe de direction, d'exécution et de contrôle, chargé de prendre toutes les mesures générales relatives à l'évacuation, à la répartition et à l'installation des réfugiés. Composé de représentants des divers partis politiques et groupes syndicalistes, ce Comité présidé par M. Giral, ancien président du Conseil et vice-présidé par M. Luelmo y Luelmo, directeur général de l'Administration locale, a eu l'appui complet du peuple tout entier et c'est lui qui est à l'origine de toutes les mesures si utiles qui ont été prises dans la suite.

Son premier soin a été de faire créer dans chaque province un *Comité provincial* (au chef-lieu) et des *Comités locaux* (dans les divers centres d'expédition et de destination) constitués les uns et les autres sur le même modèle que le Comité national avec des représentants des divers partis et groupements. En outre, dans les régions où les courants d'évacuation ont été particulièrement actifs, le Comité national a détaché des délégués ayant pour mission de le représenter en permanence auprès des Comités provinciaux, de leur apporter son appui le plus complet et d'exercer en même temps une action de contrôle et d'inspection sur les conditions d'hébergement des réfugiés.

Le rôle de ces Comités est d'assurer dans le détail l'organisation et le fonctionnement des évacuations, de la répartition des réfugiés et, d'accord avec les municipalités, de leur recasement.

Refuges de transit. Les Comités provinciaux ont d'abord dû procéder dans les principaux centres de recueil et de répartition, à la création de formations spéciales appelées « Refuges de transit ».

Ces refuges sont la formation essentielle du service des réfugiés et ils remplissent un rôle tout à fait comparable à celui des hôpitaux d'évacuation qui, pendant la Grande Guerre, recevaient la foule des blessés et en assuraient l'écoulement.

Leur fonction est multiple et conditionne tout le bon rendement du système. Ils sont chargés :

Protection contre la guerre chimique.

d'enregistrer les réfugiés et de les fichier de façon à permettre très rapidement et à n'importe quel moment d'en retrouver la trace (double fichier par nom familial et par lieu d'origine) ;

de les alimenter au passage et de les coucher ;

de les nettoyer et épouiller ;

de donner les soins médicaux nécessaires (organisation d'infirmierie pour malades légers, en liaison étroite avec l'hôpital pour malades sérieux) ;

d'opérer le triage, les enfants, les femmes et les vieillards passant en tête et les adultes de 17 à 45 restant à la disposition de l'Etat ¹ ;

de former les convois, les mettre en route, en assurer leur bonne arrivée à destination.

Ces refuges, dont certains ont reçu plusieurs milliers de passagers par jour (4,800 à Madrid) doivent disposer de beaucoup de place ; il leur faut de vastes salles d'attente, des réfectoires, des dortoirs, des locaux d'infirmierie, des locaux de toilette et d'épouillage, des bureaux, des services de cuisine, un magasin de vivres, un vestiaire, etc. On a donc utilisé de grands bâtiments collectifs, très souvent des couvents, parfois des casinos (Albacète), des asiles provinciaux d'enfants (Valence) et nous avons pu constater l'excellent parti qui a été tiré de ces divers établissements.

Pour coopérer au fonctionnement de ces refuges, les bonnes volontés se sont présentées nombreuses dans toutes les catégories et entièrement désintéressées ; les membres des Comités ont apporté eux-mêmes une collaboration très active et l'écoulement des réfugiés a pu être assuré avec régularité quelle que soit l'heure de la mise en route des convois. C'est ainsi qu'à un passage à Albacète pendant la nuit, nous avons eu l'occasion de constater le fonctionnement actif de l'évacuation avec échelonnement de plusieurs départs par chemin de fer, de 9 heures du soir à 3 heures du matin sous la direction très vigilante de membres du Comité.

Mise en route et destination des convois

L'évacuation se fait par chemin de fer ou par auto ; les besoins militaires ne permettent pas de disposer de tous les camions et cars qui seraient nécessaires, on a recours le plus souvent aux trains réguliers de chemins de fer dont l'horaire, toujours fixe, facilite la mise en route des convois.

¹ Suivant leur désir et suivant les besoins, ils sont soit versés aux services de la défense nationale, soit à des chantiers de travaux d'intérêt public.

Protection contre la guerre chimique.

Il est délivré à chaque partant une réquisition de chemin de fer ; le chef de convoi reçoit la liste des évacués avec indication de leur foyer d'origine et de leur destination finale ainsi que les sauf-conduits à présenter au contrôle des routes. L'alimentation est assurée en cours de marche soit par des repas chauds distribués aux principaux arrêts, soit par des vivres froids remis au moment du départ. A Valence, le service de gare est fort bien organisé avec salle d'attente, infirmerie, réfectoire, douches, réserve de vivres, etc.

Chaque convoi est accompagné jusqu'à destination par un membre du Comité où il a été constitué et ce membre veille, avec l'aide de la Municipalité et du Comité récepteur, à la bonne installation des évacués.

En général, on évite de placer les réfugiés dans les grandes villes où les risques de bombardement (exemples d'Alicante, Valence, Albacète) et les inconvénients de l'encombrement sont plus grands ; exception a été faite, toutefois, pour Barcelone qui a reçu bien près de 100,000 réfugiés dont une bonne part fournie par le reflux des populations de l'Aragon.

Le placement se fait de préférence dans les familles et, d'après ce que nous avons pu savoir, les foyers qui en ont le moyen s'ouvrent très volontiers aux réfugiés. Lorsque le placement familial ne peut se faire, on a recours à des établissements collectifs disponibles qui sont organisés par les Comités locaux avec l'aide des municipalités ; le Comité national intervient en accordant des crédits aux Comités locaux pour leur permettre de soutenir l'effort des familles ; s'il en est besoin, les Comités locaux s'adressent aussi aux personnes aisées pour obtenir un concours qu'elles ne refusent pas.

Mesures particulières aux femmes et aux enfants

Les enfants et les mères sont compris dans le mouvement général des évacuations, mais ils passent en tête. Dans ces refuges de transit, des salles spéciales leur sont, autant que possible, réservées et il est prévu des approvisionnements en lait de conserve et en petits vêtements.

Les statistiques sont en cours pour établir exactement le nombre des enfants évacués ; ils sont compris dans le mouvement général des réfugiés et tout ce que l'on peut dire, pour le moment, c'est que la proportion en est élevée. D'abord il y a les groupes déjà constitués d'enfants (enfants assistés des asiles, orphelins, enfants en traitement dans des établissements de cure, internats et même externats des écoles), ensuite il y a les enfants que les mères acceptent volontiers de confier au service des réfugiés pour rester auprès de leurs maris,

Protection contre la guerre chimique.

soit qu'ils soient mobilisés sur la ligne de feu, soit qu'ils soient employés à des travaux de défense ou d'intérêt général.

L'expérience a montré que le déplacement collectif accompli avec tout le personnel d'encadrement, d'enseignement ou de service auquel sont accoutumés les enfants est de beaucoup le plus avantageux, celui qui les désoriente le moins et offre les meilleures garanties.

C'est ainsi qu'à Barcelone, nous avons visité dans l'ancien couvent *Santa Teresa* un groupe de 600 enfants fourni par les petits pensionnaires de l'asile des enfants assistés « Palona » à Madrid ; ils ont été déplacés avec tout le personnel de l'établissement, en tout 75 personnes ; ce sont leurs maîtres qui nous les ont présentés et l'enseignement avait déjà repris ; des mesures d'aménagement étaient en cours pour porter l'effectif à 2,500, ce qui sera facile dans ce bel établissement. Dans une grande villa, au milieu d'un beau parc, un autre groupe de 100 enfants venait d'être très coquettement installé ; ces enfants, provenant des familles ouvrières d'une fabrique de bière de Madrid, étaient également encadrés et le chef du convoi était le fils du Directeur de la brasserie.

On attendait pour les jours suivants 3,000 autres enfants, leur absorption par Barcelone n'offrira aucune difficulté. Le seul point inquiétant est l'alimentation ; contrairement à ce qui se passe dans les provinces du sud et même à Madrid, Barcelone manque de farine et les pommes de terre y sont rares, quant à la viande et même au poisson, il y en a fort peu, de même l'approvisionnement du lait est très limité. Il semble que la répartition des denrées soit difficile à assurer, à cause de la difficulté des moyens de transport ; c'est une situation sérieuse qui pourrait assez vite avoir une répercussion sur l'état général de la population et sur laquelle nous croyons devoir insister.

A signaler également à Barcelone la bonne organisation du refuge de transit au stade olympique de l'exposition : il a été aménagé des dortoirs, des réfectoires, une belle infirmerie. Il existe des douches, des baignoires, etc. A notre passage, il y avait un groupe de 400 enfants attendant leur répartition, nous avons pu constater le peu d'abondance du régime alimentaire, une copieuse assiette de lentilles et une orange au repas de midi.

Dans l'intérieur des provinces, c'est également le groupement collectif qui a les préférences. C'est ainsi que, dans le cours de la visite que nous lui avons faite à notre passage à Barcelone, le Président Azana nous a dit avoir visité la veille à Gerona une colonie de 400 petits réfugiés madrilènes. Le temps nous a malheureusement fait défaut pour aller sur place visiter quelques-unes de ces installations.

Protection contre la guerre chimique.

Les convois d'enfants sont acheminés, comme les autres, par chemin de fer ; le voyage est long et pénible dans des trains qui, actuellement, sont irrégulièrement chauffés. Il n'est pas possible de procéder d'autre façon, faute de moyens automobiles.

Les enfants malades sont à la charge de la Santé publique, évacués et hospitalisés par ses soins. C'est ainsi qu'à Valence, dans un sanatorium marin transformé en hôpital populaire par le Secours rouge international, nous avons trouvé une section spéciale pour enfants tuberculeux dans un étage isolé donnant sur la mer ; 400 places y sont prévues, dont 60 déjà occupées par des enfants tuberculeux osseux venant de Madrid.

Les femmes enceintes sont également dirigées sur des hôpitaux pour faire leurs couches ; elles sont admises de préférence dans les maternités des hôpitaux provinciaux.

L'envoi d'enfants *en France et en Belgique* a été envisagé :

En France, il s'est constitué une œuvre de secours aux victimes de la guerre qui relève du Comité international de coordination présidé par MM. Basch et Langevin. Cette œuvre a offert de recevoir 50,000 enfants et son concours a été accepté pour 30,000, un premier envoi de 180 va être mis incessamment en route pour Port-Vendres d'où il sera réparti.

En Belgique, 3,000 places ont été offertes, 70 enfants ont été expédiés, la plupart reçus dans les familles.

Evacuations spontanées. — A côté de l'évacuation organisée, comme il vient d'être indiqué, il faut tenir compte aussi qu'un certain nombre de personnes essaient de fuir par leurs propres moyens. Ceux-ci sont limités, car les autos ont été réquisitionnées et c'est le chemin de fer qui doit le plus souvent être employé.

L'administration favorise autant qu'elle le peut ces départs volontaires, mais elle s'efforce de les contrôler et le plus souvent, elle incorpore ces réfugiés dans les convois formés dans les Refuges de façon à leur assurer une destination s'ils ne sont pas attendus par quelque famille de parents ou d'amis.

C'est la population de Madrid qui a donné les chiffres les plus élevés de cette catégorie : 1000 à 1200 pendant les jours les plus critiques, ensuite quelques centaines.

Imputation des dépenses. — Les frais généraux se rapportant à l'évacuation des réfugiés et à leur entretien sont à la charge des particuliers et de l'Etat.

Ils sont réduits au minimum en raison de l'élan surprenant qui anime tous les éléments nationaux pour venir en aide aux populations

Protection contre la guerre chimique.

refoulées. D'une manière générale, tous les emplois qui ne sont pas tenus par des professionnels déjà en place sont bénévoles. Les vivres sont achetés dans des conditions très avantageuses et les trois repas d'un évacué ne reviennent jamais à plus de 1 peseta 50 ; les vêtements chauds pour enfants proviennent de dons. Quant aux frais d'hébergement, ce sont le plus souvent les familles qui les supportent et les comités locaux des réfugiés représentent l'organe régulateur qui, s'il en est besoin, fait appel au concours des personnes qui ont assez de ressources pour soutenir l'œuvre commune de solidarité.

Les frais les plus lourds sont représentés par le remboursement des transports en chemin de fer, celui-ci relevant d'une compagnie privée ; quant aux automobiles, du fait qu'elles sont pour le moment au service de l'Etat, les transports qu'elles assurent ne donnent pas lieu à remboursement.

Dans ces conditions, il a été ouvert au Comité national, au moment de sa création, un crédit de 3 millions de pesetas spécialement affecté aux frais de transport et d'alimentation ; un nouveau crédit de 5 millions va lui être accordé.

Il est vraisemblable que dans l'avenir les subventions devront être plus élevées, car la capacité bénévole de l'assistance des populations est bien près d'être atteinte avec le total actuel des réfugiés qui représentent déjà 10% de la population des provinces occupées.

II. MOUVEMENT GÉNÉRAL DES ÉVACUATIONS

L'exode de la population a été général derrière tout le front de bataille depuis l'Aragon jusqu'à la province de Grenade. Après la poussée du début venant de l'Estremadure et de l'Aragon, ce sont les secteurs de Tolède, puis ensuite surtout celui de Madrid qui ont donné les chiffres les plus élevés.

Au moment des combats de Tolède, la population a reflué sur Madrid, lui apportant d'abord les 70,000 réfugiés provenant de l'Estremadure, puis une grande part des habitants de Tolède. A mesure que les opérations se sont rapprochées de Madrid, d'autres réfugiés, nombreux, sont venus chaque jour grossir cette charge complémentaire de la population madrilène qui a dépassé 1 million $\frac{1}{2}$, nous a dit l'Alcalde, M. Redondo. Et c'est ainsi que, malgré toutes les évacuations effectuées depuis le mois d'octobre, la capitale présente encore actuellement un total qui est à peu près celui de sa population normale, soit à la date du 5 janvier : 1,200,000, dont une proportion importante de femmes et d'enfants.

Protection contre la guerre chimique.

Le service des évacuations de Madrid fonctionne très activement depuis la création du Comité de réfugiés en octobre et le Comité local de la ville fait preuve d'une grande vigilance. Au début de novembre, lorsque la ville a été plus menacée, les évacuations journalières ont atteint le maximum 12,000 ; puis, quand la détente s'est fait sentir, elles se sont ralenties pour tomber à 7,000 au début de décembre ; à notre passage, elles oscillaient dans les 3,000 à 3,500 (début janvier).

Le mouvement général des évacués est donné dans le tableau suivant qui a été établi à la date du 9 janvier par le Comité national des réfugiés d'après les renseignements que lui ont télégraphiés les provinces ; il atteint un total de 1,004,000. Bien entendu, ne sont pas compris dans ces chiffres les réfugiés qui ont reflué derrière les autres fronts au pays Basque, à Santander et aux Asturies, ni ceux du secteur de Malaga.

La proportion des réfugiés représente environ 10% de la population qui les a recueillis. Le nombre des places signalées disponibles est seulement de 156,000.

Il n'est pas douteux qu'en certains endroits la saturation est presque atteinte et qu'il n'est pas possible de faire absorber davantage. Mais en beaucoup d'autres, par une étude attentive, on peut trouver encore des places, en particulier beaucoup de bâtiments collectifs (monastères, casernes, casinos, etc.), restent utilisables ou peuvent être aménagés en vue d'une plus grande capacité. Pour ces motifs, une étude systématique de toutes les ressources est à faire dans toutes les régions.

L'étude des moyens alimentaires est à poursuivre en même temps et toutes propositions utiles sont à formuler avant l'envoi de réfugiés pour que le ravitaillement en tous produits indispensables soit assuré.

D'autre part, la question des crédits n'est pas non plus à négliger et, dans l'avenir, l'aide gouvernementale deviendra de plus en plus indispensable. Il faut donc que le Comité national soit tenu au courant et qu'il sache à quelles dépenses il aura à faire face, soit pour aider aux travaux d'aménagement, soit pour des achats ou transports de vivres.

En ce qui concerne l'évacuation de la moitié de la population madrilène, on ne paraît avoir aucune inquiétude et nous pensons qu'en effet la répartition pourra encore être faite sans trop de difficultés mais avec la précaution de préparer dès maintenant toutes les mesures.

Protection contre la guerre chimique.

Provinces	Nombre d'habitants	Réfugiés reçus	Places disponibles
Barcelona	1,349,282	350,000	70,000
Tarragona	355,148		
Lérida	354,674		
Gérona	325,619		
Valencia	926,443	160,000	20,000
Ciudad Real	427,365	112,000	12,000
Murcie	638,639	81,000	14,000
Alicante	512,186	60,000	7,000
Almeria	358,149	57,000	10,000
Jaen	592,297	53,000	5,000
Cuenca	281,628	43,000	10,000
Albacete	219,833	40,000	3,000
Castellon	306,886	32,000	5,000
Guadalajara	201,444	16,000	5,000
Total		1,004,000	161,000

* * *

III. MESURES A PRÉVOIR

Mesures d'ordre général. Depuis les assauts de Madrid en novembre, aucun grand mouvement stratégique ne s'étant dessiné, le rythme moyen des évacuations a baissé et oscille dans les 5,000 par jour, dont 3,000 venant du front de Madrid.

Si les opérations se stabilisent derrière les tranchées, il est vraisemblable que le mouvement des réfugiés diminuera encore jusqu'à une reprise d'activité qu'il faut toujours prévoir, les leçons de la grande guerre ne sont pas si loin (exemple des départements du nord-est de la France deux fois envahis). Pour ce motif, il est indispensable que les autorités ne se laissent pas surprendre et qu'elles se tiennent prêtes à évacuer les populations menacées.

En conséquence, il serait désirable :

1° que la situation des places disponibles dans chaque province soit exactement tenue à jour et qu'il soit étudié d'urgence la possibilité d'en accroître le nombre de façon à disposer d'une réserve utilisable en cas de besoin ;

2° que le Comité national, ainsi exactement renseigné, soit parfaitement en état de remplir ses fonctions d'organe régulateur et d'indiquer à la première alerte aux Comités provinciaux les points de destination de leurs divers convois ;

Protection contre la guerre chimique.

3° que des moyens de transport suffisamment puissants soient disponibles au moment des besoins.

Les moyens de transport sont le chemin de fer et l'auto. Les trains ne peuvent suffire à tout et ne correspondent pas toujours aux points de départ et d'arrivée¹ ; d'autre part, en cas de grande affluence, ils n'ont pas toujours un rendement suffisant. Des autos à grande capacité sont nécessaires, et c'est le car, pouvant transporter 60 personnes (et même 75 avec des enfants), qui doit avoir la préférence.

Pour bien assurer le service, il faudrait en tout temps que chaque Comité provincial possédât 2 ou 3 autocars et que le Comité national ait une réserve dont seul il pourrait disposer et qui lui permettrait de faire face sans délai à toute nécessité. Le Comité d'Albacete possède en propre un autocar (ce qui est exceptionnel) et, à notre passage, nous avons pu nous faire une idée des immenses services qu'il rend et du confort qu'il assure aux évacués.

Mesures propres à Madrid. La situation de Madrid est vraiment extraordinaire et il faut avoir vu sur place pour comprendre ce paradoxe d'une grande cité encore grouillante de population et dont la vie se poursuit, très active, sous la menace redoutable du feu : les tranchées sont au nord-ouest à la limite de la cité universitaire, la ville est dans le champ de tir de l'artillerie et l'aviation y fait de fréquents raids de bombardement sans qu'aucune alerte puisse être donnée. La protection n'existe pour ainsi dire pas et on songe fort peu à l'utiliser ; le métro auquel on avait eu recours au moment des premières attaques a été abandonné et il a repris son service normal, d'ailleurs sa protection paraît assez médiocre, car nous avons pu constater l'effondrement d'une voûte par une bombe qui devait être de calibre moyen ; quant aux caves, elles ont la réputation d'être peu solides et on ne les a pas utilisées.

Du fait du reflux si nombreux qui s'est produit à Madrid et aussi des retours qui ont lieu dès qu'il y a une accalmie, la population, malgré déjà plus de 400,000 évacués, garde encore son effectif ordinaire de 1,200,000. Son moral est, d'ailleurs, remarquable : tous vaquent à leurs occupations, les trams sillonnent la ville en tous sens, très nombreux et bondés, les autos circulent nombreuses, les gens

¹ Ainsi les évacuations de Madrid exigent 4 transferts :

- de Madrid à Chinchoa par petit chemin de fer à voie étroite,
- de Chinchoa à Temblèque par autos,
- de Temblèque à Alcazar de St-Juan par trams,
- à partir d'Alcazar de St-Juan, par chemin de fer ordinaire.

Protection contre la guerre chimique.

sont empressés, les promeneurs ne manquent pas, les maraîchers viennent approvisionner le marché comme à l'ordinaire avec leurs charrettes à deux roues et on a l'impression d'une exceptionnelle activité.

Les aliments, sauf en ce qui concerne la viande, et le lait, ont jusqu'à présent peu manqué ; les logements, grâce à l'utilisation des appartements abandonnés, n'ont pas fait défaut ; seul le manque de charbon se fait sentir.

Quant à l'état sanitaire, il est demeuré excellent et il ne s'est pas produit la moindre alerte épidémique ; il est bon d'ajouter que tous les services de salubrité fonctionnent, que le nettoyage de la ville est régulier, que l'eau potable est abondante et de parfaite qualité et que tous les services techniques d'hygiène sont à leur place et fonctionnent avec régularité ; l'institut d'hygiène, voisin de la Cité universitaire, a bien été détruit, mais ses divers laboratoires ont été déjà transférés en ville à l'Institut de thérapeutique expérimentale où nous avons assisté au début de leur fonctionnement.

En somme, la vie administrative et sanitaire de la capitale continue ; la population, insouciant et profondément attachée à sa ville, ne désire pas partir. Cela n'empêche que le danger est très grave, demain il pourrait l'être encore davantage et se compliquer vite de disette si les routes d'accès étaient menacées ; pour ce motif, nous estimons que *dès à présent l'allègement de la moitié de la population s'impose dans le plus court délai.* C'est aussi l'avis de l'Alcade de la ville.

Pour organiser dans de bonnes conditions cette évacuation, on ne peut compter sur les moyens existants, en particulier sur les camions dont la disponibilité est constamment subordonnée aux nécessités du combat. Il faudrait des autocars exclusivement réservés à ce service et offrant une capacité moyenne de 60 places ; 200 autocars seraient ainsi nécessaires ; ils présenteraient une capacité de transport de 12,000, soit à raison de 2 voyages par jour : 24,000 ; on arriverait ainsi facilement à un total journalier de 30,000 en employant simultanément les autres moyens actuels (chemins de fer et camions disponibles). Dans ces conditions, l'évacuation de Madrid pourrait être menée avec rapidité et d'une façon satisfaisante.

Le Comité de Madrid a envoyé son président à Barcelone pour négocier une cession de 100 autocars, nous l'avons vu au moment de son retour à Madrid et il nous a déclaré qu'il en avait obtenu 50. Il resterait à en trouver encore 150 et mieux 200, de façon à avoir une réserve pour les cas d'avarie et pour activer encore le mouvement s'il en est besoin.

Nous proposons que tout l'appui possible soit donné au Gouvernement espagnol pour que toute commande formulée dans cette intention

Protection contre la guerre chimique.

soit satisfaite, étant bien entendu que ces autocars ne pourront, en aucun cas, pendant toute la durée des hostilités, être employés à un autre usage que celui du transport des réfugiés.

Après l'évacuation de la moitié de la population madrilène, une partie des autocars pourrait être répartie entre les divers comités provinciaux pour le service de leurs convois ; quant au reste, il serait en réserve à la disposition du comité national pour les besoins urgents qui viendraient à surgir et parmi lesquels il est possible qu'à un moment donné se présente celui d'évacuer le reste de la population de Madrid.

* * *

IV. CONCLUSIONS

I. *L'évacuation* des réfugiés, confiés à des comités spéciaux qui représentent l'union de tous les partis, a été organisée peu à peu et elle fonctionne actuellement avec régularité, soin et méthode, mais le rendement est limité en raison de la médiocrité des moyens de transport.

La Mission a constaté les efforts faits par tous les membres des Comités sans distinction d'opinion ; avec les ressources dont ils disposent, il n'est pas possible de faire mieux.

A la date du 9 janvier, le nombre des réfugiés était de 1,004,000, non compris ceux du pays basque et des Asturies.

II. *Le recasement* est assuré en totalité avec les ressources ordinaires du pays par l'utilisation de bâtiments collectifs et par le placement familial. L'absorption opérée dans les régions soumises au Gouvernement représente environ 10% de la population et certains endroits sont à la limite de la saturation.

La Mission recommande que, pour éviter dans la suite, toute surprise, il soit fait un inventaire minutieux de toutes les ressources encore possibles, et que les établissements collectifs soient mis en état de donner le plus grand rendement.

III. *L'alimentation* des réfugiés doit retenir l'attention ; il semble que le ravitaillement de certaines régions, en particulier les provinces catalanes, présente des difficultés. Sans doute serait-il nécessaire que le Gouvernement considérât cette question et qu'il étudiât les mesures à prendre :

— pour assurer la répartition des articles alimentaires produits par l'Espagne,

— pour importer de l'étranger les articles qui font défaut, en particulier le lait et la viande.

Protection contre la guerre chimique.

IV. *La ville de Madrid*, en pleine zone de feu, malgré les évacuations effectuées et à cause du reflux considérable de réfugiés des environs, compte encore une nombreuse population (1,200,000) dont la protection contre le bombardement est à peu près impossible, dont le ravitaillement pourrait à un moment donné devenir difficile et qui est ainsi gravement exposée.

Bien que l'état sanitaire et le moral soient excellents, il est urgent d'évacuer la moitié de cette population, sans préjudice des mesures ultérieures que la situation pourrait nécessiter.

V. *L'évacuation rapide de Madrid* semble impossible avec les moyens actuels dont dispose le Gouvernement : 200 autocars d'une capacité de 50 places l'un sont nécessaires ; 50 étant attendus de Barcelone, nous proposons que tout l'appui possible soit donné au Gouvernement espagnol pour qu'il puisse obtenir la livraison de 150 autres autocars (ou mieux 200) sous la réserve que ces véhicules seront exclusivement réservés au transport des réfugiés.

Nous ne voudrions pas affaiblir par de longs commentaires l'importance du document officiel que nous venons de signaler.

Les circonstances du moment nous imposent cette réserve. Cependant on conviendra qu'il est difficile de considérer les éléments de ce rapport, et l'enchaînement des événements qu'il souligne, sans éprouver un sentiment pénible et sans formuler l'inquiétude que fait naître, par ailleurs, l'insuffisance actuelle des mesures techniques de défense passive des populations civiles contre le danger aérien, dans l'ensemble des Etats européens.

Dans le trouble du temps présent, la nécessité d'un grand effort s'impose car la guerre, a-t-on écrit, ne serait plus aujourd'hui entre des gouvernements mais entre des peuples dont la vie même serait en jeu.

Prof. L. D.